



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 juillet 2001

APERÇU

◆ La situation du marché du travail varie peu

La situation du marché du travail a peu varié en juin. Le taux de chômage s'est maintenu à 7,0 % pour un quatrième mois consécutif, alors que l'emploi est demeuré presque inchangé.

◆ La valeur des permis de construction enregistre un faible recul

Malgré un vigoureux rebondissement des projets de construction envisagés dans le secteur du logement, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a connu une baisse de 0,6 % en mai, s'établissant à 3,2 milliards de dollars.

◆ La croissance des dépenses touristiques au Canada ralentit légèrement

Au premier trimestre de 2001, la croissance des dépenses touristiques au Canada a légèrement ralenti, alors que la hausse des dépenses des visiteurs étrangers a surpassé celle des dépenses des Canadiens, et ce, pour la première fois en six trimestres.

◆ Des enfants de toutes les tranches de revenu fréquentent l'école privée

En 1998-1999, 1 enfant sur 18 faisait ses études primaires ou secondaires dans une école privée. Parmi les enfants qui fréquentaient l'école privée, 29 % provenaient d'une famille dont le revenu n'atteignait pas 50 000 \$.

◆ Les enfants exposés à la violence familiale sont plus susceptibles de présenter des troubles émotionnels

Les enfants qui sont témoins de bagarres entre des adultes ou des adolescents chez eux sont deux fois plus susceptibles d'être physiquement agressifs que ceux qui ne le sont pas.

◆ Le déficit du commerce international des services progresse

Le déficit du Canada au chapitre du commerce international des services a augmenté en 2000 pour la première fois en six ans, en raison principalement de l'accroissement du déficit au titre des voyages.

La situation du marché du travail varie peu

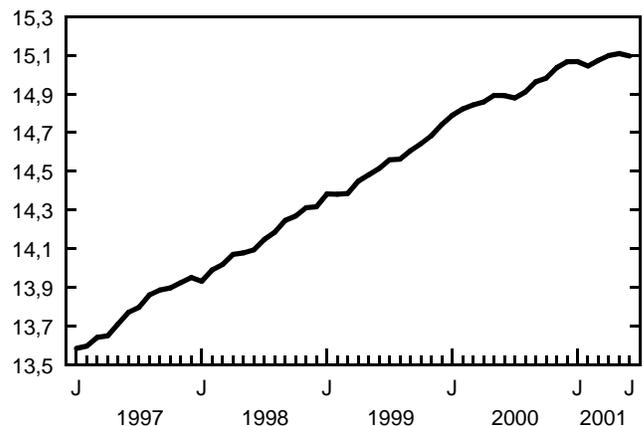
La situation du marché du travail a peu varié en juin. Le taux de chômage s'est maintenu à 7,0 % pour un quatrième mois consécutif, alors que l'emploi est demeuré presque inchangé (-13 000). L'emploi chez les hommes adultes (âgés de 25 ans et plus) s'est accru de 19 000 en juin mais a peu varié chez les femmes adultes. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, le nombre d'emplois a diminué de 26 000 et ce, surtout dans l'emploi à temps partiel.

La proportion de l'ensemble des étudiants occupant un emploi en juin s'est établie à 48,4 %, en hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin 2000. La vigueur du marché des emplois d'été a principalement profité aux étudiants âgés de 20 à 24 ans. Leur taux d'emploi est passé de 64,1 % en juin 2000 à 68,6 % en juin 2001. Par contre, la proportion des étudiants âgés de 15 à 19 ans qui occupaient un emploi en juin a été en baisse par rapport à ce qu'elle était en juin 2000, s'établissant à 41,2 %.

Malgré une légère baisse en juin, le nombre d'employés demeure en hausse depuis le début de l'année. La croissance au cours de cette période de six mois s'est produite dans le secteur privé,

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... La situation du marché du travail varie peu

l'emploi dans le secteur public ayant fléchi. Bien que le nombre de travailleurs indépendants ait peu varié en juin, il suit une tendance à la baisse amorcée au début de 2000.

L'emploi dans la construction a légèrement augmenté (+8 000), ce qui porte à 52 000 la croissance du nombre d'emplois depuis octobre 2000, moment où la recrudescence de l'emploi avait commencé. La tendance à la hausse de l'emploi dans la construction va de pair avec la vigueur de la valeur des permis de construction cette année. L'emploi a également légèrement progressé dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+10 000). Par contre, le nombre d'emplois dans la fabrication a fléchi de 11 000, poursuivant ainsi une tendance à la baisse amorcée au début de 2001. Le nombre d'emplois dans le secteur des ressources naturelles s'est, pour sa part, contracté de 6 000.

En Alberta, l'emploi s'est accru de 8 000 et le taux de chômage a légèrement augmenté (+0,1 point) pour atteindre 4,6 %. En Colombie-Britannique, le niveau estimé de l'emploi a diminué de 16 000. Les pertes observées en juin se sont toutes produites dans l'emploi à temps partiel. Au Québec, la croissance de l'emploi à temps partiel (+18 000) a compensé le recul de l'emploi à temps plein. Bien que l'emploi soit resté inchangé en juin, le taux de chômage a baissé de 0,2 point pour se fixer à 8,8 %, en raison d'une légère diminution de l'activité sur le marché du travail.

En Ontario, l'emploi a peu varié en juin (-8 000). Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour s'établir à 6,0 %. À Terre-Neuve, bien que l'emploi soit resté à peu près inchangé en juin, il a enregistré depuis le début de 2001 une hausse de 12 000 qui a fait passer le taux de chômage à 15,2 % en juin. En Saskatchewan, la diminution de l'activité sur le marché du travail a fait baisser le taux de chômage à 5,6 % (-0,7 point), alors que l'emploi a peu bougé. Il y a eu peu de variation de l'emploi dans les autres provinces en juin.

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En avril, le nombre estimatif de Canadiens (désaisonnalisés) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 1,2 % comparativement à mars pour s'établir à 495 720. L'Alberta et l'Ontario venant en tête, la moitié des provinces et territoires ont enregistré des diminutions du nombre de prestataires ordinaires comparativement à mars. Le montant des prestations ordinaires versé (désaisonnalisés) s'est accru de 7,0 % par rapport à mars pour atteindre 656,3 millions de dollars, tandis que le nombre de demandes reçues a crû de 2,6 % pour se chiffrer à 247 490.

La révision dans le temps du nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi (non ajusté ainsi qu'ajusté pour tenir compte des variations saisonnières) est terminée. Cette révision a été nécessaire en raison d'une sous-estimation du nombre de bénéficiaires de janvier 1997 à avril 2000. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-2869; courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Le résumé plus détaillé **Information : population active** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 16 juin 2001, est maintenant en vente. Pour commander des données ou obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou avec Geoff Bowlby au (613) 951-3325, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Enquête sur la population active, juin 2001

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 227,8	-0,1	15 095,7	-0,1	1 132,1	-0,5
Terre-Neuve	255,3	0,0	216,4	0,4	38,9	-2,3
Île-du-Prince-Édouard	73,3	-1,9	65,9	0,3	7,3	-18,9
Nouvelle-Écosse	466,5	0,4	419,6	0,3	46,9	1,1
Nouveau-Brunswick	372,9	-0,5	333,6	0,2	39,3	-6,0
Québec	3 795,1	-0,2	3 461,1	0,0	334,0	-2,6
Ontario	6 355,8	-0,1	5 976,2	-0,1	379,6	0,9
Manitoba	585,8	0,3	554,3	-0,1	31,5	9,0
Saskatchewan	498,3	-0,6	470,3	0,1	28,0	-10,8
Alberta	1 719,7	0,6	1 640,9	0,5	78,8	2,3
Colombie-Britannique	2 105,1	-0,6	1 957,4	-0,8	147,7	2,7

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

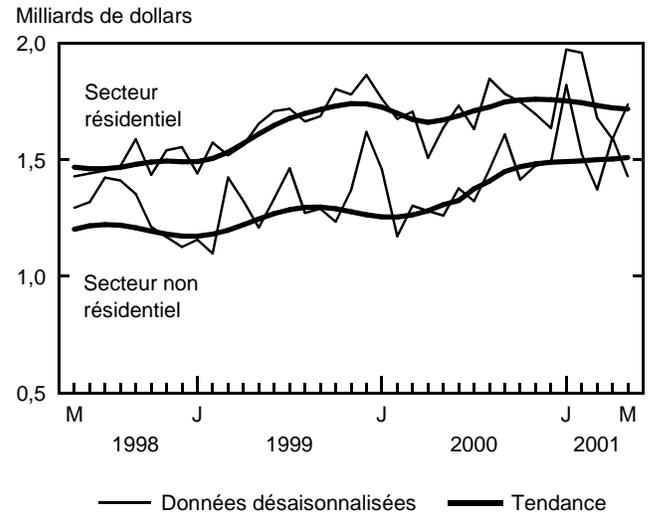
La valeur des permis de construction enregistre un faible recul

Malgré un vigoureux rebondissement des projets de construction envisagés dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a connu une baisse de 0,6 % en mai, s'établissant à 3,2 milliards de dollars.

Les intentions de construction dans le secteur résidentiel ont augmenté de 9,4 %, passant ainsi à 1,7 milliard de dollars, après trois replis mensuels consécutifs. Une hausse appréciable de 33,3 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a contribué de façon importante à ce bond. La croissance soutenue du revenu disponible par habitant, le niveau élevé d'emploi, des taux hypothécaires avantageux et des taux élevés d'occupation des logements multifamiliaux sont autant de facteurs qui expliquent le bon résultat obtenu en mai.

Les intentions de construction résidentielle ont crû dans toutes les provinces en mai, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard. L'augmentation la plus prononcée (en dollars) est survenue en Ontario (+7,8 %, valeur totale de 818 millions de dollars), conséquence

Valeur des permis de construction



d'une forte croissance de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Le Québec (+10,3 %) et l'Alberta (+9,4 %) ont eu les deuxième et troisième hausses en importance.

La valeur des intentions de construction dans le secteur non résidentiel a fait sérieusement contrepoids à la hausse dans le secteur résidentiel, reculant de 10,6 % pour se situer à 1,4 milliard de dollars. Ce repli fait suite à une robuste progression de 16,3 % enregistrée en avril. La principale cause de cette baisse a été une diminution de la valeur des permis de construction commerciale, qui a chuté de 18,2 %. De leur côté, les intentions de construction industrielle ont connu une baisse pour un quatrième mois consécutif (-1,8 %), tandis que les intentions de construction institutionnelle ont progressé de 0,4 %.

À l'échelon provincial, la baisse mensuelle la plus marquée est survenue en Ontario (-24,0 %, valeur totale de 444 millions de dollars), conséquence d'un repli important de la composante commerciale. Une bonne part de ce recul a été imputable à la région de Toronto, où chacune des trois composantes a fléchi. Par contre, l'Alberta a enregistré l'augmentation la plus forte (+16,2 %, valeur totale de 222 millions de dollars), grâce surtout à l'excellent résultat obtenu dans les projets de construction d'établissements d'enseignement dans la région de Calgary.

Pour la période de janvier à mai 2001, la valeur des permis de construction a augmenté de 13,0 % par rapport à la même période de 2000, atteignant 16,7 milliards de dollars, une somme inégalée depuis 12 ans. Ce résultat reflète de fortes hausses à la fois dans le secteur résidentiel (+7,8 %, valeur totale de 8,9 milliards de dollars) et dans le secteur non résidentiel (+19,6 %, valeur totale de 7,7 milliards de dollars).

À l'échelon provincial, l'augmentation la plus marquée dans le secteur résidentiel a été observée en Ontario (+8,5 %, valeur totale de 4,5 milliards de dollars), puis en Colombie-Britannique (+27,9 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars). Le recul le plus net est survenu en Nouvelle-Écosse (-29,0 %, valeur totale de 160 millions de dollars).

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Mai 2001	Avril à mai 2001	Janvier à mai 2001	Janvier- mai 2000 à janvier- mai 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	25,0	87,4	72,9	2,5
Halifax	53,2	116,0	139,8	-48,9
Saint John	8,1	-2,3	32,2	2,2
Chicoutimi-Jonquière	11,6	-48,0	85,3	35,6
Québec	58,5	46,3	281,9	15,0
Sherbrooke	13,3	23,9	59,0	29,0
Trois-Rivières	19,4	120,7	47,8	24,1
Montréal	361,5	-3,8	1 945,5	51,8
Hull	28,0	3,6	177,0	71,1
Ottawa	121,8	4,6	625,9	16,5
Oshawa	48,4	89,5	195,3	-33,5
Toronto	523,2	-10,4	3 690,1	15,0
Hamilton	62,0	11,1	352,2	25,5
St. Catharines-Niagara	30,5	-10,9	156,5	7,8
Kitchener	84,5	-19,2	353,3	14,0
London	56,5	-31,3	286,2	44,4
Windsor	29,1	-32,7	200,6	1,9
Sudbury	0,7	-90,5	21,3	-7,4
Thunder Bay	9,6	118,5	39,5	25,9
Winnipeg	39,1	20,0	179,2	-20,9
Regina	14,6	-63,0	106,3	40,4
Saskatoon	32,7	56,5	127,8	-9,1
Calgary	208,9	15,1	917,3	-9,7
Edmonton	111,7	-6,7	546,6	7,9
Vancouver	286,6	-26,4	1 414,4	27,3
Victoria	20,4	-16,1	140,2	7,6

(suite à la page 4)

... La valeur des permis de construction enregistré un faible recul

Dans le secteur non résidentiel, c'est le Québec qui a connu l'augmentation la plus importante depuis le début de l'année (+57,6 %, valeur totale de 1,9 milliard de dollars), à la faveur des projets de construction commerciale et industrielle dans la région de Montréal. La Nouvelle-Écosse a été l'une des rares provinces à accuser un recul, qui a été attribuable à chacune des trois composantes.

Parmi les régions, la progression la plus imposante (en dollars), depuis le début de l'année, a été observée à Montréal, où les

projets de construction dans le secteur non résidentiel ont été près du double de ceux de la période correspondante de 2000. La deuxième hausse en importance est survenue dans la région de Toronto, où la progression a été équilibrée entre le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel.

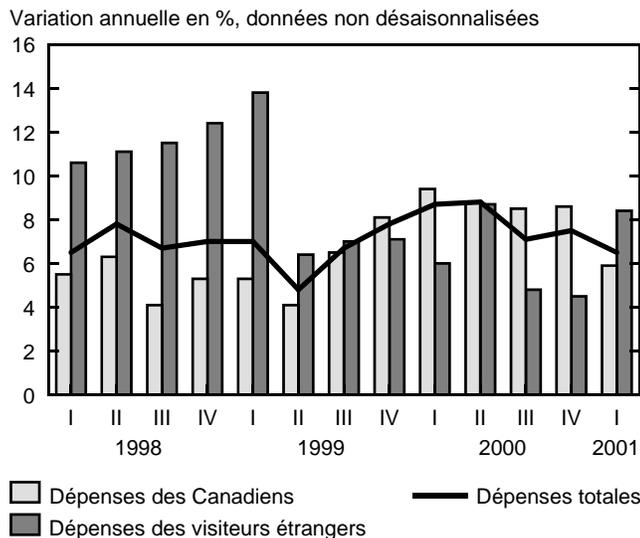
Le numéro de mai 2001 de *Permis de bâtir* (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 (courriel : gaudval@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

La croissance des dépenses touristiques au Canada ralentit légèrement

Au premier trimestre de 2001, les dépenses touristiques au Canada ont augmenté de 6,5 % pour atteindre 11,1 milliards de dollars. Cette hausse est légèrement inférieure à celle du premier trimestre de 2000, en raison principalement d'une progression moins rapide des dépenses des Canadiens et de hausses moins importantes des prix du carburant des véhicules.

Les dépenses des visiteurs étrangers ont atteint 2,4 milliards de dollars, en hausse de 8,4 %, après deux trimestres où la hausse par rapport à l'année précédente était inférieure à 5 %. Les Canadiens, quant à eux, ont dépensé 8,7 milliards de dollars au pays, en hausse de 5,9 %, ce qui représente la croissance la plus faible depuis le deuxième trimestre de 1999. C'est la première fois en six trimestres que le taux de croissance des dépenses des visiteurs étrangers surpasse celui des dépenses des Canadiens.

Dépenses touristiques au Canada



Note aux lecteurs

Sauf indication contraire, les données ne sont pas désaisonnalisées et sont exprimées en prix courants. Les comparaisons sont établies avec les données du même trimestre de l'année précédente.

Après une croissance annuelle à deux chiffres qui a duré cinq périodes, les dépenses au chapitre des transports n'ont augmenté que de 7,4 % au premier trimestre de 2001, et ce, en raison de la pression beaucoup plus faible du prix du carburant. Ce fléchissement a été partiellement compensé par l'augmentation des dépenses dans les catégories de la restauration et de l'hébergement. Après correction en fonction de l'inflation et des variations saisonnières, la croissance des dépenses touristiques totales au Canada a été de 0,5 %.

Le nombre de Canadiens ayant voyagé à l'étranger a diminué de 0,9 % au premier trimestre de 2001 par rapport au premier trimestre de 2000, la baisse la plus forte étant celle observée pour les visites d'un jour aux États-Unis (-4,7 %). À noter que la valeur du dollar canadien est passé de 67 cents américains à 65 cents américains au cours de la même période. Quant aux Canadiens ayant voyagé vers les autres pays, leur nombre a augmenté de 17,6 %, au moment où le dollar canadien s'est raffermi par rapport à la plupart des devises européennes. Cette hausse trimestrielle constitue la quatrième croissance consécutive à deux chiffres.

Le nombre de séjours d'au moins une nuit des voyageurs venus des États-Unis a augmenté de 6,0 % durant le premier trimestre de l'année, ce qui a renversé la tendance à la baisse observée les deux trimestres précédents. Le nombre de séjours d'une nuit ou plus des voyageurs provenant d'autres pays a augmenté de 5,0 %, soit une hausse plus importante que celle observée les deux trimestres précédents.

Le tourisme a généré 539 000 emplois dans les trois premiers mois de l'année, en hausse de 4,1 %, ce qui est fort semblable aux 4,2 % en moyenne enregistrés durant les quatre trimestres de 2000. Le secteur de l'hébergement est celui qui a bénéficié le plus des retombées du tourisme : 149 000 emplois, en hausse de 7,6 %, ce qui représente 28 % du total des emplois.

(suite à la page 5)

... La croissance des dépenses touristiques au Canada ralentit légèrement

Corrigé en fonction des variations saisonnières, l'emploi a augmenté de 2,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2000, l'hébergement et la restauration ayant connu la plus forte croissance. Par contre, on a noté une baisse dans le secteur du transport de passagers. Enfin, la croissance de l'emploi dans le secteur touristique a été surpassée par celle de l'emploi dans l'ensemble du secteur des entreprises (taux annuel de 3,7 %).

Le numéro du premier trimestre de 2001 d'Indicateurs nationaux du tourisme (Internet : 13-009-XIB, gratuit; papier : 13-009-XPB, gratuit) est maintenant disponible. Pour commander, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-3640 (courriel : iead-info-dcrd@statcan.ca; télécopieur : (613) 951-3816). Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Delisle au (613) 951-3796 ou avec Katharine Kemp au (613) 951-3814, Division des comptes des revenus et dépenses.

Des enfants de toutes les tranches de revenu fréquentent l'école privée

En 1998-1999, 1 enfant sur 18 au Canada (5,6 %) faisait ses études primaires ou secondaires dans une école privée, en hausse comparativement à 4,6 % en 1987-1988. Au total, 298 000 enfants étaient inscrits à l'école privée, alors qu'un peu moins de 5 millions l'étaient à l'école publique.

Des enfants de toutes les tranches de revenu fréquentent l'école privée. En effet, 29 % des enfants qui fréquentaient l'école privée en 1998-1999 venaient d'une famille dont le revenu n'atteignait pas 50 000 \$, tandis que 26 % venaient d'une famille dont le revenu était au moins deux fois plus élevé. Par contre, environ 43 % des enfants de 15 ans et moins allant à l'école publique venaient d'une famille au revenu inférieur à 50 000 \$, et seulement 12 % d'une famille ayant plus de 100 000 \$ de revenu. Aussi, 45 % des enfants fréquentant l'école privée venaient d'un ménage dont le revenu annuel se situait entre 50 000 \$ et 100 000 \$, soit la même proportion que ceux qui allaient à l'école publique.

À l'échelle provinciale, la fréquentation des établissements privés était la plus forte au Québec, où plus de 9,2 % des enfants étaient inscrits dans une école primaire ou secondaire privée en 1998-1999. En Colombie-Britannique, 8,8 % des élèves fréquentaient l'école privée. Par contre, l'école privée était moins populaire

dans les provinces de l'Atlantique et en Saskatchewan. Seulement 0,4 % des enfants à Terre-Neuve, 0,6 % au Nouveau-Brunswick, 1,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 1,6 % en Nouvelle-Écosse et 1,3 % en Saskatchewan étaient à l'école privée.

La plupart des provinces ont connu une croissance constante de la proportion d'élèves inscrits à l'école privée de 1987-1988 à 1998-1999. Par contre, la proportion a reculé légèrement au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan au cours de cette période de 12 ans.

Les écoles privées ont consacré près de 2 milliards de dollars à l'enseignement dans l'année scolaire 1997-1998, la dernière pour laquelle les données sont disponibles. Cela représentait 5,5 % du total des dépenses de l'enseignement primaire et secondaire, pour l'école publique comme pour l'école privée.

Pour chaque tranche de 100 \$ que les conseils scolaires publics ont dépensée par élève en 1987-1988, les écoles privées ont dépensé 88 \$ par élève pour l'enseignement primaire et secondaire. En 1997-1998, les dépenses par élève faites par les écoles privées étaient à peu près les mêmes que celles faites par les écoles publiques. Pour chaque tranche de 100 \$ que les conseils scolaires publics ont dépensée pour chaque élève, les écoles privées ont dépensé 101 \$.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Miles Corak au (613) 951-9047, Division des études sur la famille et le travail.

Les enfants exposés à la violence familiale sont plus susceptibles de présenter des troubles émotionnels

Les enfants exposés à la violence physique en milieu familial tendent à présenter des niveaux de dépression et de préoccupation plus élevés. En outre, les enfants qui ont été témoins de bagarres entre des adultes ou des adolescents chez eux sont plus que doublement susceptibles d'être physiquement agressifs que ceux qui ne l'ont pas été. Ces enfants ont aussi plus tendance à commettre des délits et à souffrir de troubles émotionnels et d'hyperactivité.

Note aux lecteurs

*La quatrième édition de **La violence familiale au Canada** est une analyse des données du troisième cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes menée en 1998-1999 et de l'Enquête sociale générale de 1999. Les données de cette étude sont aussi tirées d'autres sources, dont l'Enquête sociale générale sur la victimisation de 1999, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire, l'Enquête sur l'homicide, l'Enquête sur les maisons d'hébergement et l'Enquête sur la morbidité hospitalière.*

(suite à la page 6)

... Les enfants exposés à la violence familiale sont plus susceptibles de présenter des troubles émotionnels

Des enfants ont été témoins d'une agression contre un parent dans environ 461 000 cas de violence conjugale signalés au cours de la période de cinq ans précédant l'enquête de 1999, ce qui représente un peu plus d'un tiers des cas de violence conjugale. Une proportion de 28 % des enfants qui ont été témoins de bagarres en milieu familial ont montré des signes d'agressivité physique, soit plus du double de la proportion de ceux qui n'ont pas été témoins de bagarres. De même, 13 % des enfants ayant été témoins de bagarres entre adultes ou entre adolescents ont montré des signes de troubles émotionnels comparativement à environ 8 % chez ceux qui ne l'ont pas été.

Des enfants de moins de 15 ans ont été blessés ou menacés dans environ 10 % des cas de violence conjugale contre les femmes et dans 4 % des cas d'agressions contre les hommes. En chiffres absolus, cela représente 90 000 cas de violence conjugale dont 70 000 visaient des femmes et 20 000, des hommes.

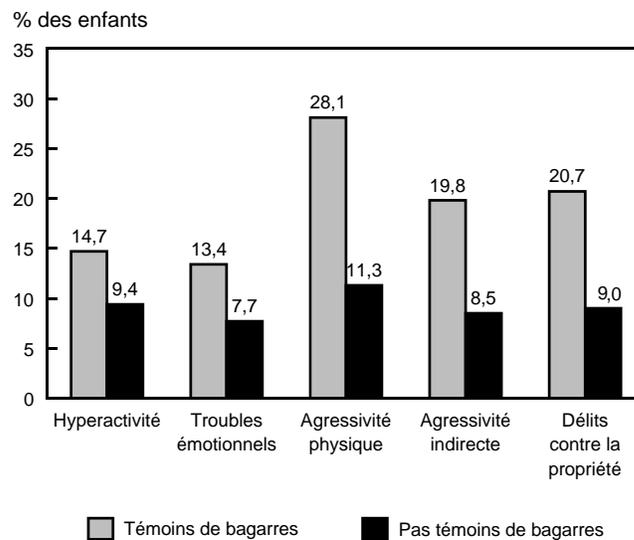
Les victimes ont plus tendance à faire appel à la police si l'acte de violence est commis en présence des enfants : 45 % des cas de violence conjugale dont les enfants ont été témoins, soit plus du double de la proportion des cas où les enfants n'ont pas été témoins de l'acte de violence.

D'après le profil dressé le 17 avril 2000 dans le cadre de l'Enquête sur les maisons d'hébergement, près de 1 900 enfants vivaient dans des maisons d'hébergement pour des raisons liées à la violence, ce qui représente 91 % de l'ensemble des enfants présents dans ces refuges ce jour-là. Les enfants de moins de cinq ans constituaient la plus forte proportion des enfants dans les maisons d'hébergement en 2000, suivis des enfants de cinq à neuf ans.

De 1974 à 1999, le taux d'enfants et de jeunes tués a fluctué considérablement d'une année à l'autre, variant entre un maximum de 14 par million en 1981 et un minimum de 8 par million en 1993. Les membres de la famille étaient responsables des décès dans 63 % des 1 990 cas d'homicides de jeunes de 17 ans et moins résolus au cours de cette période de 26 ans.

Environ 20 % des Autochtones ont déclaré avoir été agressés par un conjoint au cours de la période de cinq ans précédant l'enquête, comparativement à 7 % de la population non autochtone.

Comportement des enfants



Les femmes autochtones étaient doublement susceptibles d'être victimes de violence conjugale (25 %) par rapport aux hommes autochtones (13 %). Par ailleurs, près de la moitié des Autochtones qui ont été agressés par un conjoint ont déclaré qu'un enfant avait été témoin de l'incident.

La publication *La violence familiale au Canada : un profil statistique 2001* (Internet : 85-224-XIF, gratuit) est maintenant offerte dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous « Nos produits et services », « Publications gratuites » et « Justice ». Le *Juristat : Les enfants témoins de violence familiale*, vol. 21, n° 6 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) et le *Juristat : La violence conjugale après la séparation*, vol. 21, n° 7 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) sont également en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec la sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

Le déficit du commerce international des services progresse

Le déficit du Canada au chapitre du commerce international des services a augmenté en 2000 pour la première fois en six ans, en raison principalement de l'accroissement du déficit au titre des voyages.

Le déficit du commerce des services a atteint 6,7 milliards de dollars, en hausse comparativement aux 6,5 milliards de dollars enregistrés en 1999. Le déficit du commerce des services était en régression depuis son sommet de 13,6 milliards de dollars atteint en 1993. Les exportations globales de services se sont accrues de 6,9 % en 2000 pour atteindre 55,3 milliards de dollars, tandis que

Note aux lecteurs

Le commerce des services comprend les transactions effectuées dans les secteurs des voyages, du transport et des services commerciaux et gouvernementaux. Le déficit du commerce des services est la différence entre les services que le Canada exporte et les paiements qu'il fait aux fournisseurs étrangers.

les importations ont progressé de 6,6 % pour se situer à 62,0 milliards de dollars.

Le déficit au titre des voyages est passé de 1,8 milliard de dollars en 1999 à 2,1 milliards de dollars en 2000. Les Canadiens ont réparti leurs nouvelles dépenses à peu près également entre

(suite à la page 7)

... Le déficit du commerce international des services progresse

les États-Unis et les autres pays, principalement pour des voyages à des fins personnelles. Parallèlement, les dépenses des voyageurs venus au Canada ont perdu de leur élan.

Du côté des services commerciaux, le déficit s'est légèrement accru pour une deuxième année, se situant à 2,5 milliards de dollars en 2000, en raison principalement de l'accroissement des paiements nets des redevances et des licences. Ces flux ont été compensés, en partie, par les exportations nettes de recherche et développement et par une réduction du déficit des services de publicité.

À l'opposé, le déficit des services de transport, qui portent à la fois sur les passagers et les marchandises, a reculé, passant de 3,0 milliards à 2,9 milliards de dollars. L'augmentation des recettes nettes est attribuable aux services de transport terrestre et maritime ainsi qu'au transport aérien des passagers.

Les services gouvernementaux ont enregistré un excédent pour une huitième année consécutive, en raison du maintien des restrictions de dépenses que se sont imposées les administrations publiques canadiennes. Les recettes au chapitre des services gouvernementaux ont augmenté au cours des trois dernières années. Les plus fortes augmentations ont été celles engendrées par les dépenses de représentation des gouvernements étrangers au Canada et celles pour les services d'immigration. Du côté des paiements, toutes les principales composantes se sont stabilisées ou ont reculé en 2000.

*La publication **Le commerce international de services du Canada, 2000** (Internet : 67-203-XIB, 30 \$; papier : 67-203-XPB, 40 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Hugh Henderson au (613) 951-9049 (courriel : hendhug@statcan.ca) ou avec Denis Caron au (613) 951-1861 (courriel : caroden@statcan.ca), Division de la balance des paiements.*

Nouveautés de Statistique Canada

Série de documents de travail sur la géographie

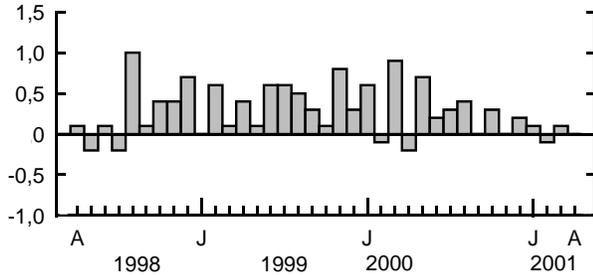
La Série de documents de travail de la géographie a été créée pour favoriser des discussions sur des questions conceptuelles, méthodologiques et techniques en vue d'élaborer et de diffuser des données, des produits et des services géographiques. On encourage les lecteurs de la série à communiquer avec Statistique Canada pour fournir leurs commentaires et leurs suggestions.

*Le document de travail **Présentation de l'aire de diffusion pour le Recensement de 2001 : une mise à jour** (92F0138MIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous « Nos produits et services », puis « Documents de recherche (gratuits) » et « Référence géographique ». Pour plus de renseignements, communiquez avec la Division de la géographie au (613) 951-3889 (courriel : geohelp@statcan.ca; télécopieur : (613) 951-0569).*

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

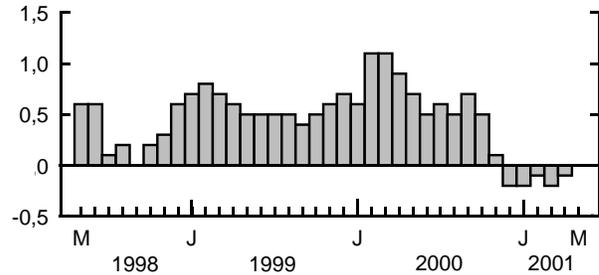
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale est demeurée stable en avril, après avoir enregistré une légère hausse de 0,1 % en mars.

Indice composite

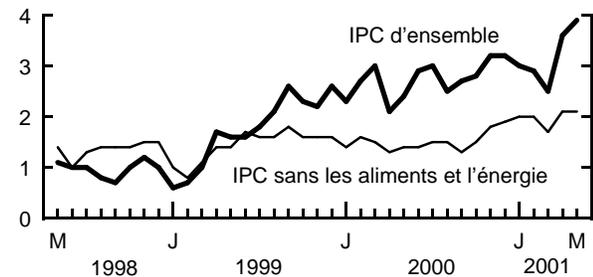
Variation mensuelle en %



En mai, l'indicateur avancé a enregistré un sixième mois d'affilée sans croissance. À la faiblesse de la bourse et de la fabrication des derniers mois s'est ajoutée la lenteur des services.

Indice des prix à la consommation

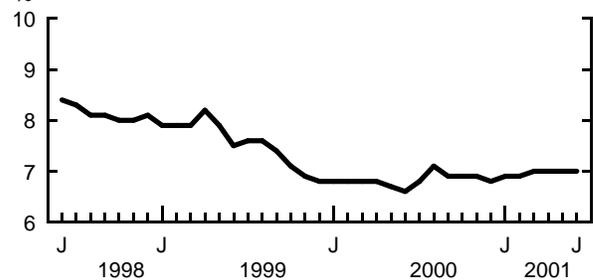
Variation annuelle en %



En mai, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 2,1 %.

Taux de chômage

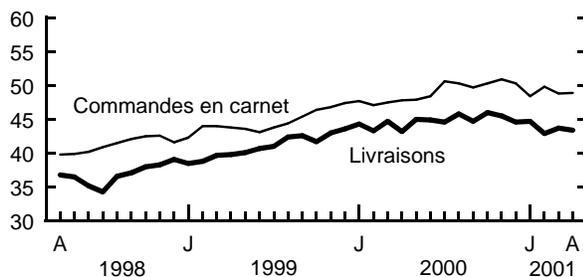
%



En juin, le taux de chômage s'est maintenu à 7,0 % pour un quatrième mois consécutif.

Fabrication

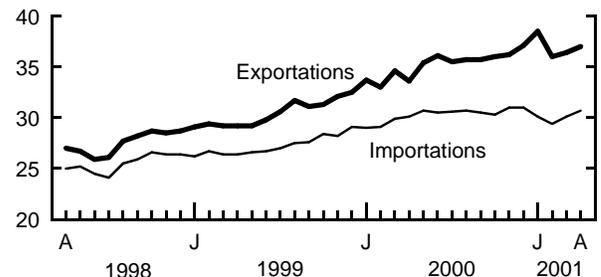
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 0,6 % en avril, pour totaliser 43,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont légèrement augmenté de 0,2 %, pour se chiffrer à 48,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En avril, les exportations se sont accrues de 1,7 % pour se fixer à un peu plus de 37,0 milliards de dollars. Les importations ont progressé de 1,9 % pour s'établir à 30,7 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	avril	796,7	0,0 %	2,2 %
Indice composite (1992 = 100)	mai	166,2	0,0 %	2,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2001	44,9	-6,9 %	-9,7 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 2001	84,1	-1,0 †	1,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	avril	24,2	1,6 %	6,8 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	mai	1,64	0,0 %	8,6 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril	134,4	5,9 %	1,1 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	avril	31,9	-0,9 %	1,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juin*	15,10	-0,1 %	1,4 %
Taux de chômage (%)	juin*	7,0	0,0 †	0,4 †
Taux d'activité (%)	juin*	66,0	-0,1 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	avril	661,05	-0,1 %	1,8 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juin	161	-1,8 %	-6,4 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	avril	37,0	1,7 %	10,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	avril	30,7	1,9 %	2,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	avril	6,3	0,1	2,8
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	avril	43,4	-0,6 %	0,4 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril	43,5	1,7 %	-0,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril	48,9	0,2 %	2,4 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril	1,50	0,01	0,09
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	mai	117,4	0,9 %	3,9 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	mai	131,0	0,3 %	2,7 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	mai	144,6	0,6 %	2,0 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai*	105,7	0,2 %	2,6 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189, caroline.olivier@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088,
 madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications,
 Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario),
 K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement
 annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont
 exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de
 livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du
 Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation,
 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone :
 au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le
 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse
 order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada
 se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le*
Quotidien présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les
 sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir
 de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux
 communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
 © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de
 transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque
 moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique,
 mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recou-
 vrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de
 licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de
 l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for
 Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 5 au 11 juillet 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Production d'œufs	mai 2001	23-003-XPB	110
Statistiques économiques agricoles	mai 2001	21-603-UPF	26 / 52
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	mars 2001	67-002-XIB	14 / 132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	avril 2001	67-002-XIB	14 / 132
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	avril 2001	67-002-XPB	18 / 176
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	avril 2001	65-004-XMB	37 / 361
Exportations par marchandise	avril 2001	65-004-XPB	78 / 773
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment, vol. 53, n° 5	mai 2001	44-001-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques, vol. 44, n° 5	mai 2001	46-002-XIB	5 / 47
Puissance maximale de l'énergie électrique et charge des réseaux	1999	57-204-XIB	23
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, vol. 51, n° 4	avril 2001	55-001-XIB	9 / 86
INSTITUTIONS PUBLIQUES			
Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada, exercice financier clos le 31 mars 2000	2000	63-202-XIB	29
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	mai 2001	64-001-XIF	14 / 145
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Radiodiffusion et télécommunications, bulletin de service, vol. 31, n° 2	juillet 2001	56-001-XIF	10 / 32
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Commerce de détail	avril 2001	63-005-XPB	21 / 206
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	avril 2001	72-002-XIB	24 / 240
Les estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail	1991-2000	72F0023XCB	150
Les estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail	1991-2000	72F0023XIB	115
Information population active	juin 2001	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	juin 2001	71-001-PPB	11 / 103
TRANSPORTS			
Véhicules automobiles, ventes de carburants	1999	53-218-XIF	21

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».